

Enseigner

Devoir d'économie STS tertiaires

Le commerce extérieur français

**Par Anne-Sophie Devoucoux, professeure
d'Économie et de Gestion à Seynod (74)**

Les documents ainsi qu'une proposition de corrigé sont disponibles sur www.apeg.info

Merci à *Alternatives économiques* pour son aimable autorisation de publication
<http://www.alternatives-economiques.fr/>

Ce sujet s'intègre dans le thème 1 du programme de 1^{ère} année (la coordination des décisions par l'échange) et plus précisément l'étude de l'ouverture des économies et le fondement des échanges. J'ai fait réaliser cet exercice à mes étudiants en devoir à la maison, en fin de chapitre, dans un objectif d'évaluation formative ; Il pourrait également être proposé dans un devoir. Nous avons donc déjà abordé l'ensemble des notions et plus précisément analysé la situation du commerce extérieur de la France. Je souhaitais renforcer la capacité des étudiants à exploiter une documentation et à mettre en évidence des mécanismes économiques. En effet, les étudiants ont des difficultés dans l'exploitation des données en particulier sur les démarches suivantes : quelles informations sélectionner ? Et surtout quelles interprétations donner ? Pour respecter mon objectif de départ, je ne prends en compte que les notes permettant de valoriser leur réussite.

L'ouverture des économies a permis une forte progression des échanges internationaux, même si tous les pays et secteurs ne sont pas impliqués dans la concurrence internationale au même degré. La France est un pays ouvert sur l'extérieur et le solde de la balance des transactions courantes s'est nettement dégradé ces dernières années.

Au sein du service communication de la CGPME (Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises) vous préparez une note structurée et argumentée sur le commerce extérieur en vous appuyant sur les documents fournis et en complétant votre analyse par vos connaissances. Vous articulerez votre note en :

- analysant tout d'abord l'ouverture de la France vers l'extérieur ; les taux de couverture par secteur et les soldes du compte des transactions courantes. Vous préciserez également les conséquences de l'évolution des exportations et importations entre 2009 et 2010 sur la croissance en France.
- Identifiant les faiblesses du commerce extérieur français.

Doc 1 Le taux d'ouverture d'un pays

Le degré d'ouverture mesure le taux de participation d'un pays au commerce international de biens et de services.

La France face à la mondialisation

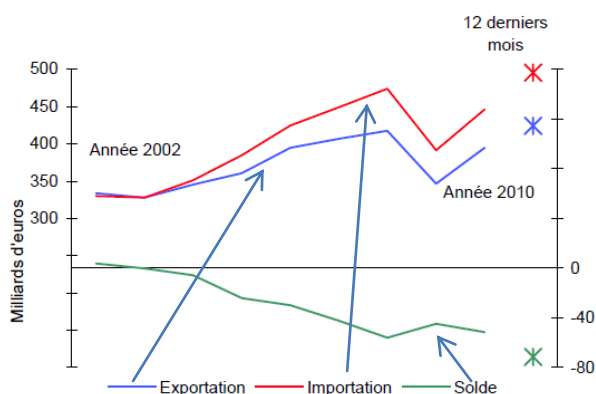
Le monde compte aujourd'hui plus de 6 milliards d'habitants, l'Europe, qui représentait 20% de la population mondiale en 1970, ne compte aujourd'hui que pour 5%. La France suit le même chemin et représente moins de 1% de ce total. Mais dans le même temps, son degré d'ouverture à l'économie mondiale, qui mesure le rapport entre les échanges Internationaux de la France et son PIB, est passé de 11% en 1960 à 26% en 2010. Durant cette période, la France s'est ouverte à l'économie mondiale et aux capitaux étrangers, tandis que les grandes entreprises françaises prenaient une stature européenne voire internationale.

<http://expotter.gouv.fr>

Doc 2

Evolution des échanges de la France (2002 - 2010)

Echanges FAB-FAB y compris matériel militaire



	Export	Import	Solde
12 derniers mois	423 981	495 535	-71 554
2010	394 728	446 256	-51 528
2009	346 329	391 142	-44 813
2008	417 631	473 852	-56 221
2007	406 485	448 979	-42 494
2006	394 622	424 550	-29 928
2005	360 375	384 588	-24 213
2004	345 256	350 995	-5 739
2003	327 654	327 885	-231
2002	333 423	329 875	3 548

valeurs en millions d'euros

Structure des échanges de la France au cours des douze derniers mois cumulés (Novembre 2010 - Octobre 2011)

Ensemble hors matériel militaire CAF / FAB

www.assemblee-nationale.fr

En 2010, les échanges extérieurs de biens comme de services croissent vivement, après leur effondrement en 2009. La contribution du commerce extérieur à la croissance est légèrement positive, à + 0,1 point (après - 0,2 point en 2009). Toutefois, le rebond des exportations en volume (+ 9,7 % après - 12,4 % en 2009) et celui des importations (+ 8,8 % après - 10,8 %) n'effacent que partiellement la chute sans précédent de 2009. Les niveaux atteints en 2010 restent en effet bien inférieurs à ceux de 2007. La hausse de la demande étrangère associée au rebond de l'activité mondiale est le facteur principal de la reprise des exportations et l'accélération de la demande finale (+ 2,9 % en 2010 après - 4,6 %) s'accompagne d'un regain des importations. En valeur, le solde extérieur se creuse à - 2,3 points de PIB, soit une détérioration de 0,5 point par rapport à 2009.

INSEE Echanges extérieurs

Doc 3 Extrait de la balance des paiements : solde commercial

Exportations et importations par groupe de produits en 2010 en milliards d'euros courants		
Intitulés	Importations - CAF	Exportations - FAB
Agriculture, sylviculture, pêche	11,1	13,4
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	442,5	376,0
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	47,3	8,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	31,3	36,6
Cokéfaction et raffinage	21,5	12,2
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	96,7	76,5
Fabrication de matériels de transport	64,2	81,1
Fabrication d'autres produits industriels	181,6	160,8
Services principalement marchands	68,8	67,1
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	28,4	29,9
Information et communication	8,4	7,0
Activités financières et d'assurance	5,0	5,2
Activités immobilières	0,0	0,0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	25,3	23,4
Autres services	1,7	1,6
Services principalement non marchands	0,3	0,8
Activités pour la santé humaine	0,3	0,8
Correction territoriale	29,7	34,9
Correction CAF/FAB	-14,9	0,0
Total des produits	537,5	492,2

INSEE Échanges extérieurs

Importation calculées en FAB (franco à bord : sans les coûts de transport) / Exportation calculées en CAF (coût assurance fret : avec le coût de l'acheminement)

Doc 4

Comparaison des taux de couverture en %

	Taux de couverture * par groupe de produits											
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Agriculture, sylviculture et pêche	128,5	126,5	114,1	121,0	119,7	119,5	117,6	119,0	120,9	132,6	116,6	120,6
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	102,3	96,1	98,2	99,6	98,1	95,4	90,7	89,8	87,7	84,9	85,7	85,0
Industries extractives, énergie, eau,	28,2	19,2	19,8	22,4	20,3	20,9	20,3	19,4	19,1	17,2	15,9	18,6
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons	134,5	133,6	126,8	127,8	128,4	125,2	124,0	126,0	123,5	116,5	111,4	116,8
Cokéfaction et raffinage	91,4	89,6	94,1	77,8	82,0	73,3	69,5	72,7	72,3	77,7	65,6	56,8
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	93,2	89,4	90,9	93,0	90,1	87,3	85,2	86,7	84,4	83,9	81,6	79,1
Fabrication de matériels de transport	140,0	142,8	149,7	146,7	147,4	146,5	135,6	132,7	123,4	121,4	117,5	126,3
Fabrication d'autres produits industriels	99,0	94,1	94,9	96,3	95,2	93,3	92,0	92,7	90,1	90,8	90,8	88,5
Services principalement marchands	109,7	112,0	107,9	108,2	103,5	99,2	102,1	96,9	97,0	101,8	97,3	97,5
Total des produits	108,8	103,6	104,2	105,9	103,6	101,6	97,7	96,3	94,5	92,8	92,8	91,6

INSEE Échanges extérieurs

* Rapport des exportations sur les importations CAF en %

DOC 5

Alternatives économiques, hors-série N°90 octobre 2011
Roy d'Auvergne et Sandra Moatti

La France accuse un déficit croissant de sa balance commerciale et continue de perdre des parts de marché à l'exportation. Explications

Le solde commercial de la France, excédentaire dans les années 1990, s'enfoncé inexorablement dans le rouge depuis une dizaine d'années. Le déficit, de 51 milliards d'euros en 2010, continue de se creuser en 2011. Cette dégradation reflète en partie l'alourdissement de la facture énergétique, mais celle-ci n'explique que la moitié de la détérioration du commerce extérieur enregistrée ces dernières années. Plus inquiétant est le creusement du déficit des échanges industriels, sensible sur la majorité des produits échangés.

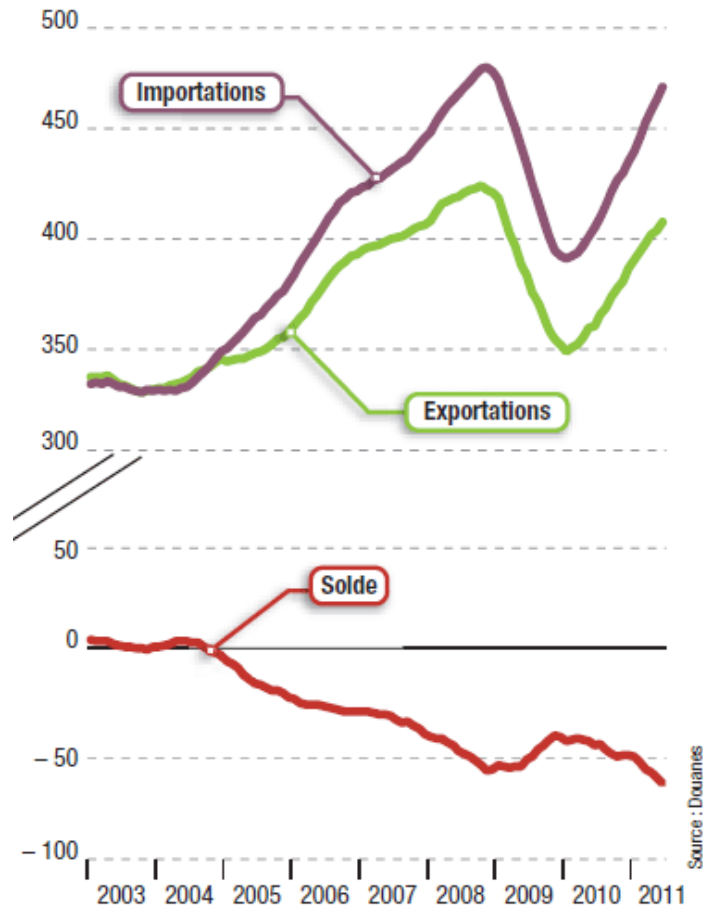
La France perd des parts de marché, non seulement au niveau mondial, mais aussi vis-à-vis de ses voisins de la zone euro, auxquels elle destine la moitié de ses exportations. Sa performance est particulièrement peu flatteuse comparée à celle de l'Allemagne, qui affichait un excédent commercial de 154 milliards en 2010. Pour autant, les causes de cette perte de compétitivité française ne sont pas évidentes. Si la compétitivité-coût de la France s'est dégradée par rapport à celle de l'Allemagne dans les années 2000, ce facteur explique mal l'évolution des parts de marché au sein des pays de la zone euro.

D'autres facteurs sont à mobiliser, tels que le déficit d'innovation des entreprises françaises ou la faiblesse du tissu de PME ou d'entreprises de taille intermédiaire exportatrices. De fait, plus de la moitié du chiffre d'affaires à l'exportation est réalisée par de grandes entreprises internationalisées, qu'il s'agisse de multinationales françaises ou de filiales de groupes étrangers. Preuve que les échanges de marchandises sont étroitement liés aux flux d'investissement des firmes. Cependant, les stratégies de multinationales françaises ne sont pas toujours favorables au *made in France*, comme en témoigne le déficit des échanges automobiles apparu depuis 2008 : il traduit le choix des constructeurs français de fabriquer de plus en plus les véhicules dans des pays à bas coûts pour les importer ensuite sur le marché français.

Le déficit commercial se creuse

Le déficit commercial de la France atteignait 64 milliards en mai 2011 sur les douze derniers mois. Malgré la reprise du commerce mondial, les exportations n'avaient pas retrouvé, à cette date, leur niveau d'avant la crise.

Échanges de marchandises, y compris matériel militaire, somme des douze derniers mois, en milliards d'euros



La dégradation du solde des échanges est sensible sur presque tous les produits industriels, à l'exception de l'agroalimentaire et de l'aéronautique. En revanche, les échanges de véhicules automobiles, excédentaires jusqu'en 2007, sont désormais déficitaires.

Principaux excédents ou déficits en 2010, en milliards d'euros

